

Convention collective nationale

IDCC : **3243** | **COMMERCE DE QUINCAILLERIE, FOURNITURES INDUSTRIELLES, FERS, MÉTAUX ET ÉQUIPEMENT DE LA MAISON**
(24 novembre 2021)

Accord du 9 novembre 2023

relatif à la faculté pour les entreprises de mettre en œuvre
un dispositif-type d'intéressement

NOR : ASET2351224M

IDCC : 3243

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFQ,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT ;

UNSA FCS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'intéressement a pour objet d'associer collectivement les salariés aux résultats ou aux performances de l'entreprise.

Par le présent accord, les parties ont souhaité faciliter et favoriser l'adoption de l'intéressement par les entreprises de la branche, en leur permettant d'adhérer à un dispositif d'intéressement aux résultats de l'entreprise, défini par la branche :

- soit en concluant un accord d'entreprise d'adhésion ;
- soit, pour les entreprises de moins de 50 salariés, en adoptant un document unilatéral d'adhésion de l'employeur.

Ainsi les parties sont convenues de mettre à la disposition des entreprises de la branche, selon leur situation, un accord-type d'adhésion (annexe 1) et un document unilatéral-type d'adhésion (annexe 2), qu'elles peuvent utiliser directement en indiquant les différentes options qu'elles retiennent parmi les choix qui leur sont laissés.

La mise en œuvre de l'intéressement dans l'entreprise est facultative.

Les entreprises restent libres de le mettre ou non en place et, le cas échéant, d'appliquer ou non le dispositif d'intéressement proposé par le présent accord de branche. Elles peuvent

ainsi décider de mettre en place l'intéressement par un accord distinct du dispositif figurant en annexe au présent accord, conclu selon les modalités prévues au I de l'article L. 3312-5 du code du travail.

En tout état de cause, les signataires du présent accord rappellent que l'intéressement, lorsqu'il est mis en place, demeure aléatoire dans son principe comme dans son montant ; il ne saurait être considéré comme un avantage acquis.

Les parties rappellent que les entreprises employant au moins 50 salariés, ainsi que les entreprises constituant une unité économique et sociale mentionnée à l'article L. 2313-8 du code du travail et composée d'au moins 50 salariés, doivent mettre en œuvre un accord de participation, dans les conditions prévues par les articles L. 3321-1 et suivants du code du travail.

Le présent accord sera applicable sous réserve de son agrément délivré par l'autorité administrative compétente dans les conditions prévues aux articles L. 3345-4 et D. 3345-6 du code du travail, et entrera en vigueur dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessous.

Les parties soussignées sont convenues des dispositions suivantes, dans le cadre des dispositions de l'article L. 3312-8 du code du travail.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord s'applique à l'ensemble des employeurs et des salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des commerces de quincaillerie, fournitures industrielles, fers, métaux et équipement de la maison du 24 novembre 2021.

Article 2 | Mise en œuvre du dispositif d'intéressement de branche par les entreprises quel que soit leur effectif

Toute entreprise entrant dans le champ d'application du présent accord, qui le souhaite, peut adhérer au dispositif d'intéressement proposé par la branche, pour une durée comprise entre un an et cinq ans.

Pour cela, elle doit conclure en son sein un accord d'adhésion au moyen de l'accord-type figurant en annexe 1 au présent accord de branche, selon l'une des modalités prévues au I de l'article L. 3312-5 du code du travail. Les parties au présent accord encouragent les entreprises, en présence d'un ou plusieurs délégués syndicaux dans l'entreprise, à privilégier la voie de l'accord collectif de droit commun visé au 1^o du I de l'article L. 3312-5 du code du travail.

Les parties dans l'entreprise doivent sélectionner les choix qu'elles retiennent parmi ceux qui leur sont laissés au sein de l'accord-type figurant en annexe 1.

L'accord d'adhésion doit être conclu avant le 1^{er} jour de la 2^e moitié de la période de calcul suivant la date de sa prise d'effet. Il doit, de plus, être déposé dans un délai de 15 jours à compter de cette date limite, selon les modalités prévues à l'article D. 3313-1 du code du travail. Ainsi, par exemple, si l'exercice annuel servant de période de référence correspond à l'année civile, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre, l'accord d'adhésion doit être conclu le 30 juin au plus tard, et déposé le 15 juillet au plus tard, pour être applicable à l'année en cours.

Si l'option en ce sens a été retenue au sein de l'accord d'adhésion, celui-ci sera renouvelé tacitement, pour une durée égale à la durée initiale, à condition qu'aucune des parties habilitées à négocier ou à ratifier un accord d'intéressement dans les conditions prévues par la loi ne demande de renégociation dans les trois mois précédant la date d'échéance. Le renouvellement par tacite reconduction pourra intervenir une fois ou plusieurs fois, selon le choix opéré au sein de l'accord d'adhésion.

Article 3 | Mise en œuvre du dispositif d'intéressement de branche par les entreprises de moins de 50 salariés

Toute entreprise de moins de 50 salariés entrant dans le champ d'application du présent accord, qui le souhaite, peut adhérer au dispositif d'intéressement proposé par la branche, pour une durée comprise entre un an et cinq ans :

- soit en concluant en son sein un accord d'adhésion au moyen de l'accord-type figurant en annexe 1, dans les conditions visées à l'article 2 ci-dessus ;
- soit en optant pour l'application de ce dispositif au moyen d'un document unilatéral d'adhésion de l'employeur. En cas d'adoption d'un document unilatéral, l'employeur doit sélectionner les choix qu'il retient parmi ceux qui lui sont laissés au sein du document unilatéral-type d'adhésion de l'employeur figurant en annexe 2.

L'adoption du document unilatéral d'adhésion de l'employeur est précédée de l'information du comité social et économique, s'il existe, ainsi que des salariés, par tous moyens.

Le document unilatéral d'adhésion doit être signé avant le 1^{er} jour de la 2^e moitié de la période de calcul suivant la date de sa prise d'effet. Il doit, de plus, être déposé, dans un délai de 15 jours à compter de cette date limite, selon les modalités prévues à l'article D. 3313-1 du code du travail. Ainsi, par exemple, si l'exercice annuel servant de période de référence correspond à l'année civile, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre, le document unilatéral d'adhésion doit être signé le 30 juin au plus tard, et déposé le 15 juillet au plus tard, pour être applicable à l'année en cours.

Article 4 | Suivi de l'application des dispositions de l'accord de branche

Une copie des accords d'entreprise d'adhésion et documents unilatéraux d'adhésion conclus ou adoptés en application du présent accord devront être transmis à la CPPNI.

Cette transmission peut être faite soit à l'adresse postale de la CPPNI qui est actuellement la suivante : FFQ – CPPNI, La Cité des Entreprises, 60, avenue Jean-Mermoz, 69373 Lyon Cedex 08 ; soit à l'adresse électronique : secretariat@ffq-france.org.

Un bilan de la mise en œuvre du présent accord de branche sera effectué une fois par an en CPPNI.

Article 5 | Formalités et conditions d'entrée en vigueur du présent accord de branche

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

À l'issue du délai d'opposition en vigueur, il sera déposé, accompagné de ses annexes, en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

L'application du présent accord est conditionnée à son agrément en application des articles L. 3345-4 et D. 3345-6 du code du travail.

Les parties signataires conviennent qu'il entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant la date de son agrément.

Indépendamment de l'agrément, elles conviennent d'en demander simultanément l'extension au ministre chargé du travail.

Ainsi le présent accord sera applicable :

- pour les entreprises relevant de son champ d'application et adhérentes à l'organisation patronale signataire, dès le 1^{er} jour du mois suivant la date de publication de l'arrêté d'agrément ;

- pour les entreprises relevant de son champ d’application et non-adhérentes à l’organisation patronale signataire, après publication de l’arrêté d’extension et de l’arrêté d’agrément, dans les conditions suivantes :
 - à compter de la date de publication de l’arrêté d’extension si l’extension intervient postérieurement au 1^{er} jour du mois suivant la date de publication de l’arrêté d’agrément ;
 - à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date de publication de l’arrêté d’agrément si l’extension est intervenue antérieurement à cette date.

Il pourra être révisé dans les conditions prévues par les articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail en respectant un délai de préavis de 3 mois.

Fait à Lyon, le 9 novembre 2023.

(Suivent les signatures.)

Annexe 1 Accord-type d'adhésion au dispositif d'intéressement de branche

Entre :

L'entreprise..... représentée par....., en qualité de.....,
d'une part,

et :

Option 1 : ☐ ^[1] Les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise suivantes :

L'organisation..... représentée par....., en qualité de délégué(e)
syndical(e),

L'organisation..... représentée par....., en qualité de délégué(e)
syndical(e),

L'organisation..... représentée par....., en qualité de délégué(e)
syndical(e),

L'organisation..... représentée par....., en qualité de délégué(e)
syndical(e),

L'organisation..... représentée par....., en qualité de délégué(e)
syndical(e).

Option 2 : ☐ ^[2] Les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise suivantes :

L'organisation..... représentée par....., ayant reçu mandat à cet effet,

L'organisation..... représentée par....., ayant reçu mandat à cet effet.

Option 3 : ☐ ^[3] Le comité social et économique, ayant approuvé le présent accord d'adhésion à la majorité des membres titulaires présents, au cours d'une réunion du....., représenté par..... en vertu du mandat reçu du comité à cet effet.

Option 4 : ☐ ^[4] L'ensemble du personnel de l'entreprise ayant ratifié le présent accord à la majorité des deux tiers.

[1] Conclusion par convention ou accord collectif de travail de droit commun (avec les délégués syndicaux) : article L. 3312-5, I, 1° du code du travail. Si le nombre de lignes est insuffisant, il convient d'en ajouter.

[2] Conclusion par accord entre l'employeur et les représentants d'organisations syndicales représentatives dans l'entreprise : article L. 3312-5, I, 2° du code du travail. Si le nombre de lignes est insuffisant, il convient d'en ajouter.

[3] Conclusion par accord conclu au sein du comité social et économique : article L. 3312-5, I, 3° du code du travail.

[4] Conclusion par ratification, à la majorité des 2/3 du personnel, d'un projet d'accord proposé par l'employeur : article L. 3312-5, I, 4° du code du travail.

Option 5 : ☐[1] L'ensemble du personnel de l'entreprise ayant ratifié le présent accord à la majorité des deux tiers. Ladite ratification intervient à la suite d'une demande conjointe effectuée par la direction de l'entreprise et :

- ☐ Le comité social et économique ;
- ☐ L' (les) organisation(s) syndicale(s) représentative(s) dans l'entreprise.

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit, en application de l'article 2 de l'accord de branche du 9 novembre 2023 :

Préambule

Le présent accord d'intéressement a pour but d'associer collectivement les salariés aux résultats de l'entreprise.

Il précise :

- la période pour laquelle il est adopté ;
- les bénéficiaires de l'intéressement ;
- les modalités de calcul de l'enveloppe d'intéressement ;
- les critères de répartition de cette enveloppe entre les bénéficiaires ;
- les conditions de versement ;
- les modalités d'information des bénéficiaires ;
- les modalités de suivi de l'exécution de l'accord ;
- les procédures de règlement des différends liés à l'application de l'accord ou sa révision.

Les modalités de calcul choisies à l'article 5 ont été retenues en raison :

.....
.....
.....
.....[2]

Les modalités de répartition choisies à l'article 7 ont été retenues en raison :

.....
.....
.....
.....[3]

De par sa nature aléatoire, l'intéressement est variable dans son montant mais aussi dans son principe.

Ainsi, si les conditions requises par le présent accord ne sont pas satisfaites, l'intéressement peut être nul.

[1] Conclusion par ratification, à la majorité des 2/3 du personnel, d'un projet d'accord proposé par l'employeur alors qu'il existe dans l'entreprise une ou plusieurs organisations syndicales représentatives ou un comité social et économique. La ratification doit alors être demandée conjointement par l'employeur et une ou plusieurs de ces organisations ou ce comité : article L. 3312-5, I, 5° du code du travail.

[2] Préciser les raisons ayant conduit à choisir l'option retenue à l'article 5.

[3] Préciser les raisons ayant conduit à choisir l'option retenue à l'article 7.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord d'intéressement s'applique au sein de l'entreprise.....^[1].

L'employeur atteste que l'entreprise satisfait aux obligations lui incombant en matière de représentation du personnel.

Article 2 | Période d'application

■ Durée :

Option 1 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 1 an correspondant à 1 exercice comptable de l'entreprise, soit du..... au.....

Option 2 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 2 ans correspondant à 2 exercices comptables de l'entreprise, soit du..... au.....

Option 3 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 3 ans correspondant à 3 exercices comptables de l'entreprise, soit du..... au.....

Option 4 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 4 ans correspondant à 4 exercices comptables de l'entreprise, soit du..... au.....

Option 5 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 5 ans correspondant à 5 exercices comptables de l'entreprise, soit du..... au.....

■ Situation à l'échéance de la période d'application :

Option 1 : ☐ L'adhésion au présent accord n'est pas susceptible de tacite reconduction. À sa date d'expiration, une nouvelle adhésion est possible, par la conclusion d'un nouvel accord d'entreprise d'adhésion, dans le respect des délais et formalités applicables.

Option 2 : ☐ À sa date d'échéance, l'adhésion au présent accord sera tacitement renouvelée une fois, pour une durée égale à la durée initiale, à condition qu'aucune des parties habilitées à négocier ou à ratifier un accord d'intéressement dans les conditions prévues par la loi ne demande de renégociation dans les trois mois précédant cette date d'échéance.

Option 3 : ☐ À sa date d'échéance, l'adhésion au présent accord sera tacitement renouvelée, pour une durée égale à la durée initiale, à condition qu'aucune des parties habilitées à négocier ou à ratifier un accord d'intéressement dans les conditions prévues par la loi ne demande de renégociation dans les trois mois précédant cette date d'échéance. Sauf renégociation demandée dans ces conditions, le renouvellement par tacite reconduction interviendra à chaque échéance.

Article 3 | Bénéficiaires

Sont bénéficiaires de l'intéressement tous les salariés de l'entreprise disposant d'une ancienneté minimale de.....^[2], quelle que soit la forme de leur contrat de travail.

Pour la détermination de l'ancienneté requise, sont pris en compte tous les contrats de travail exécutés au cours de la période de calcul et des 12 mois qui la précèdent. La notion d'ancienneté correspond à la durée totale d'appartenance juridique à l'entreprise, sans que les périodes de

[1] Indiquer la dénomination sociale de l'entreprise.

[2] Préciser. Maximum 3 mois.

suspension du contrat de travail, ou du mandat social, pour quelque motif que ce soit, puissent être déduites. Elle s'apprécie à la date de clôture de l'exercice concerné ou à la date de départ en cas de rupture de contrat en cours d'exercice.

Option 1 : ☐ Le bénéfice de l'intéressement est également ouvert, aux mêmes conditions, aux personnes visées à l'article L. 3312-3 du code du travail^[1].

Option 2 : ☐ Le bénéfice de l'intéressement n'est pas ouvert aux personnes visées à l'article L. 3312-3 du code du travail.

Article 4 | Régime de l'intéressement

Les sommes attribuées aux salariés en application du présent accord n'ont pas le caractère de rémunération au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et ne peuvent se substituer à aucun des éléments de rémunération en vigueur dans l'entreprise ou qui deviennent obligatoires en vertu de dispositions légales ou de clauses contractuelles, dans les conditions prévues à l'article L. 3312-4 du code du travail.

Les sommes réparties au titre de l'intéressement sont exonérées de cotisations de sécurité sociale^[2]. En revanche, elles sont soumises à la contribution sociale généralisée (CSG) et à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Elles sont assujetties au forfait social, sauf pour les entreprises qui emploient moins de 250 salariés.

Elles sont soumises à l'impôt sur le revenu (IR), hormis en cas d'affectation à un plan d'épargne s'il en existe un dans l'entreprise. Dans ce dernier cas, elles sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite d'un montant égal aux 3/4 du plafond annuel de la sécurité sociale.

Option 1 : ☐ Il n'existe pas de plan d'épargne dans l'entreprise.

Option 2 : ☐ Il existe un plan d'épargne dans l'entreprise :^[3].

En tout état de cause, les régimes fiscal et social des sommes issues de l'intéressement seront ceux applicables au jour de leur versement.

Article 5 | Formule de calcul de l'enveloppe globale d'intéressement

L'enveloppe d'intéressement à répartir entre les bénéficiaires est calculée selon la formule suivante :

Option 1 : ☐ Seuil de déclenchement : l'intéressement au titre d'un exercice n'est calculé que si REX de l'exercice est positif et en augmentation d'au moins 3 % par rapport à REX de l'exercice précédent.

[1] Option uniquement ouverte dans les entreprises employant au moins 1 salarié et moins de 250 salariés. Sont visés :

- les chefs d'entreprises ;
- les présidents, directeurs généraux, gérants ou membres du directoire pour les personnes morales ;
- le conjoint ou le partenaire lié par un Pacs du chef d'entreprise s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé.

NB : un accord d'intéressement ne peut être conclu dans une entreprise dont l'effectif est limité à 1 salarié si celui-ci a également la qualité de président, directeur général, gérant ou membre du directoire.

[2] Les exonérations prévues aux articles L. 3312-4 et L. 3315-1 à L. 3315-3 du code du travail sont réputées acquises dès le dépôt et pour la durée d'application de l'accord d'adhésion à l'accord de branche agréé, dès lors que cette adhésion a été conclue ou signée dans les délais rappelés à l'article 13.

[3] Préciser la nature du plan d'épargne.

Calcul de l'enveloppe :

Augmentation du REX par rapport à l'exercice précédent	Enveloppe
< 3 %	I = 0
≥ 3 % et < 5 %	I = 2,5 % REX
≥ 5 % et < 6 %	I = 4,5 % REX
≥ 6 et < 7 %	I = 5 % REX
≥ 7 et < 8 %	I = 5,5 % REX
≥ 8 et < 9 %	I = 6 % REX
≥ 9 et < 9,5 %	I = 6,5 % REX
≥ 9,5 et < 10 %	I = 7 % REX
≥ 10 %	I = 8 % REX

Option 2 : ☐ Seuil de déclenchement : l'intéressement au titre d'un exercice n'est calculé que si RCAI – DP de l'exercice est positif et en augmentation d'au moins 5 % par rapport à RCAI – DP de l'exercice précédent.

Calcul de l'enveloppe :

Augmentation du RCAI – DP par rapport à l'exercice précédent	Enveloppe
< 5 %	I = 0
≥ 5 %	I = 5 % × (RCAI – DP)

Option 3 : ☐ Seuil de déclenchement : l'intéressement au titre d'un exercice n'est calculé que si RN est positif et $\geq 2 \% \times CA$.

Calcul de l'enveloppe :

RN	Enveloppe
$< 2 \% \times CA$	I = 0
$\geq 2 \% \times CA$	I = 10 % × (RN – 2 % × CA)

Option 4 : ☐ Seuil de déclenchement : l'intéressement au titre d'un exercice n'est calculé que si REX est positif et $\geq 3 \% \times CA$.

Calcul de l'enveloppe :

REX	Enveloppe
$< 3 \% \times CA$	I = 0
$\geq 3 \% \times CA$	I = 15 % × (REX – 3 % × CA)

Pour le calcul de la formule choisie ci-dessus :

I représente l'enveloppe globale d'intéressement ;

CA représente le chiffre d'affaires net de l'exercice (ligne FL de la liasse fiscale) ;

REX représente le résultat d'exploitation de l'exercice (ligne GG de la liasse fiscale) ;

RCAI représente le résultat courant avant impôts de l'exercice (ligne GW de la liasse fiscale) ;

DP représente les dividendes perçus (intégrés à la ligne GJ de la liasse fiscale : obtenir le détail) ;

RCAI – DP représente le RCAI visé ci-dessus diminué le cas échéant du montant des DP visés ci-dessus ;

RN représente le résultat net de l'exercice (ligne HN de la liasse fiscale).

Il est entendu que les données comptables issues de la liasse fiscale visées ci-dessus s'entendent après imputation de l'intéressement. Ainsi, l'entreprise devra en tenir compte dans la détermination de l'enveloppe globale d'intéressement.

L'enveloppe globale déterminée selon les modalités ainsi prévues est plafonnée conformément aux dispositions de l'article 6 et répartie entre les bénéficiaires conformément aux dispositions de l'article 7.

Article 6 | Plafonnement collectif et individuel de l'intéressement

Le montant global de l'intéressement, tel qu'il résulte de la formule visée à l'article 5, est plafonné à hauteur de 20 % du total des salaires bruts (incluant, en cas de choix pour l'option 1 à l'article 3, la rémunération annuelle ou le revenu professionnel des bénéficiaires mentionnés à l'article L. 3312-3 du code du travail imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente) versés à l'ensemble des salariés de l'entreprise au cours de l'exercice au titre duquel l'intéressement est accordé.

Par conséquent, si l'application de la formule d'intéressement aboutit à ce que le montant global de l'enveloppe soit supérieur au plafond de 20 %, ce montant sera automatiquement ramené au niveau de ce plafond.

Le montant des primes d'intéressement distribuées à un même bénéficiaire ne peut, au titre d'un même exercice, excéder une somme égale aux 3/4 du montant du plafond annuel de la sécurité sociale. Pour les salariés n'ayant pas accompli une année entière dans l'entreprise, le plafond individuel est calculé au prorata du temps de présence dans les effectifs.

Article 7 | Répartition de l'intéressement

Le montant global de l'intéressement est réparti entre les bénéficiaires :

- soit à 100 % selon l'une des trois modalités suivantes^[1] ;
- soit en combinant deux des trois modalités suivantes^[2] ;
- soit en combinant les trois modalités suivantes^[3].

Modalité 1 : % du montant global de l'intéressement est réparti de manière uniforme entre les bénéficiaires.

Modalité 2 : % du montant global de l'intéressement est réparti proportionnellement aux salaires bruts perçus par les bénéficiaires. Les salaires bruts perçus s'entendent de la totalité des salaires (salaire de base et l'ensemble des compléments, accessoires ou majorations du salaire) soumis à cotisations de sécurité sociale en application des dispositions de

[1] Affecter 100 % à l'une des modalités proposées et 0 % aux deux autres. Le total des trois pourcentages prévus à cet article doit être égal à 100 %.

[2] Indiquer en regard de deux des trois modalités proposées le pourcentage de l'enveloppe globale d'intéressement qui sera répartie selon cette modalité. Affecter 0 % à la troisième. Le total des trois pourcentages prévus à cet article doit être égal à 100 %.

[3] Indiquer en regard de chacune des trois modalités proposées le pourcentage de l'enveloppe globale d'intéressement qui sera répartie selon chaque modalité. Le total des trois pourcentages prévus à cet article doit être égal à 100 %.

l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et perçus par les bénéficiaires au cours de l'exercice considéré. Pour certaines périodes d'absence, le salaire à prendre en compte est celui qu'aurait perçu le bénéficiaire s'il n'avait pas été absent. Il s'agit des périodes de :

- congés de maternité et d'adoption ;
- congé de paternité et d'accueil de l'enfant prévu à l'article L. 1225-35 du code du travail ;
- congé de deuil prévu à l'article L. 3142-1-1 du code du travail ;
- suspensions consécutives à un accident du travail ou une maladie professionnelle ;
- placement en activité partielle ;
- mise en quarantaine au sens du 3° du I de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique.

En cas de choix pour l'option 1 à l'article 3, pour les personnes mentionnées à l'article L. 3312-3 du code du travail, est pris en compte la rémunération annuelle ou le revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, dans la limite d'un plafond égal au salaire le plus élevé versé dans l'entreprise.

Modalité 3 : % du montant global de l'intéressement est réparti proportionnellement à la durée de présence effective des bénéficiaires au cours de l'exercice considéré. Sont considérées comme des périodes de présence effective, les périodes :

- de congés de maternité et d'adoption ;
- de congé de paternité et d'accueil de l'enfant prévu à l'article L. 1225-35 du code du travail ;
- de congé de deuil prévu à l'article L. 3142-1-1 du code du travail ;
- de suspension consécutive à un accident du travail ou une maladie professionnelle ;
- de placement en activité partielle ;
- de mise en quarantaine au sens du 3° du I de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique ;
- assimilées par le code du travail à du temps de travail effectif et rémunérées comme tel.

Article 8 | Versement de l'intéressement

En cas de choix pour l'option 1 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il n'existe pas de plan d'épargne dans l'entreprise), les primes d'intéressement seront versées aux bénéficiaires directement et en totalité.

En cas de choix pour l'option 2 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il existe un plan d'épargne dans l'entreprise), le bénéficiaire pourra opter :

- pour un versement immédiat de tout ou partie de sa prime d'intéressement ;
- pour une affectation de tout ou partie de sa prime d'intéressement sur le plan d'épargne, conformément au règlement du plan.

À défaut d'option du salarié dans le délai prévu à l'article 9, la prime d'intéressement sera affectée sur le plan d'épargne, sur le placement prévu par défaut dans le règlement du plan.

Les sommes affectées au plan d'épargne ne sont négociables ou exigibles qu'à l'expiration du délai d'indisponibilité prévu dans le règlement du plan.

Dans tous les cas : les primes d'intéressement doivent être versées ou affectées au plus tard le dernier jour du 5^e mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel l'intéressement est dû. Passé ce délai, le versement est complété par un intérêt de retard égal à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées^[1].

[1] <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2018/07/27/taux-moyen-de-rendement-des-obligations-des-societes-privees-tmo>.

Article 9 | Information des bénéficiaires sur les sommes attribuées et les modalités de leur perception

Préalablement à chaque distribution de l'intéressement, chacun des bénéficiaires est individuellement informé par courrier recommandé avec avis de réception ou remis en main propre ou, avec son accord, par courrier électronique :

- des sommes qui sont attribuées au titre de l'intéressement ;

Et, en cas de choix pour l'option 2 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il existe un plan d'épargne dans l'entreprise) :

- du montant dont il peut demander le versement ;
- du délai dans lequel il peut formuler sa demande ;
- de l'affectation de ces sommes au plan d'épargne en cas d'absence de demande de sa part, et du fait qu'elles ne seront négociables ou exigibles qu'à l'expiration du délai d'indisponibilité prévu dans le règlement du plan.

Le cas échéant, le bénéficiaire formule sa demande dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle il a été informé du montant qui lui est attribué. Le bénéficiaire est présumé avoir été informé après un délai de 7 jours calendaires suivant l'envoi de cette information.

La réponse du bénéficiaire est adressée :

Option 1 : ☐ Par courrier recommandé avec avis de réception ou remis en main propre.

Option 2 : ☐ Par courrier électronique à l'adresse.....

Article 10 | Autres modalités d'information des salariés

Les salariés seront informés des modalités générales de l'accord d'intéressement par une note d'information reproduisant les options choisies dans le cadre du présent accord d'adhésion. Cette note mentionne notamment les dispositions prévues à l'article D. 3313-11 du code du travail. Elle est remise au salarié bénéficiaire.

L'entreprise remettra au salarié, lors de la conclusion du contrat de travail, un livret d'épargne salariale présentant les dispositifs mis en place au sein de l'entreprise. Ce livret devra également être porté à la connaissance des représentants du personnel (s'ils existent), le cas échéant en tant qu'élément de la base de données économiques, sociales et environnementales.

À chaque versement de l'intéressement, chaque bénéficiaire recevra une fiche distincte du bulletin de paie qui comporte, en annexe, une note rappelant les règles essentielles de calcul et de répartition prévues par l'accord d'intéressement et qui précise :

- le montant global de l'intéressement ;
- le montant moyen perçu par les bénéficiaires ;
- le montant des droits attribués à l'intéressé ;
- la retenue opérée au titre de la CSG et de la CRDS ;

Et, en cas de choix pour l'option 2 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il existe un plan d'épargne dans l'entreprise) :

- lorsque l'intéressement est investi sur un plan d'épargne, le délai à partir duquel les droits sont négociables ou exigibles et les cas de déblocage anticipé ;
- les modalités d'affectation par défaut au plan d'épargne.

La remise de cette fiche distincte peut être effectuée par voie électronique, dans des conditions de nature à garantir l'intégrité des données, sauf opposition du salarié concerné.

Un état récapitulatif qui s'insère dans le livret d'épargne salariale est remis à chaque bénéficiaire quittant l'entreprise. Cet état récapitulatif présente l'ensemble des sommes et valeurs

mobilières épargnées ou transférées au sein de l'entreprise et leur date de disponibilité, ainsi que l'ensemble des mentions prévues à l'article R. 3341-6 du code du travail.

Il sera demandé à tout salarié susceptible de bénéficier de l'intéressement quittant l'entreprise avant que celle-ci ait été en mesure de calculer les droits dont il pourrait être éventuellement titulaire d'informer l'entreprise de :

- l'adresse à laquelle il pourra être informé de ses droits ;
- tout éventuel changement d'adresse ultérieur.

Lorsque le bénéficiaire ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui :

- en cas de choix pour l'option 1 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il n'existe pas de plan d'épargne dans l'entreprise), les sommes auxquelles il peut prétendre sont tenues à sa disposition par l'entreprise pendant une durée d'un an à compter de la date limite de versement de l'intéressement visée à l'article 8. Passé ce délai, ces sommes sont remises à la Caisse des dépôts et consignations où l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme du délai de prescription fixé conformément aux dispositions de l'article D. 3313-11 du code du travail ;
- en cas de choix pour l'option 2 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il existe un plan d'épargne dans l'entreprise), les sommes auxquelles il peut prétendre sont affectées par défaut au plan dans les conditions visées à l'article 8 du présent accord. Ces sommes pourront être réclamées par l'intéressé jusqu'au terme de la prescription fixée par la législation en vigueur.

Article 11 | Suivi de l'application de l'accord

Le comité Social et Économique s'il existe (ou une commission spécialisée créée par lui si elle existe) ou, à défaut, une « commission intéressement » composée de deux représentants des salariés, volontaires ou, à défaut, désignés par l'employeur, sera informé chaque année des simulations effectuées sur les modalités de calcul et les critères de répartition de l'intéressement pour l'année complète. Il se verra remettre tous les documents utiles à sa compréhension et pourra, le cas échéant, solliciter toute précision ou tout élément d'information qui lui semblerait nécessaire.

Article 12 | Différends

Les différends qui pourraient surgir dans l'application du présent accord ou de ses avenants seront portés à la connaissance du comité social et économique (ou de la commission spécialisée créée par lui si elle existe), s'il existe, ou, à défaut, de la « commission intéressement » visée à l'article 11. La direction et le comité ou la commission se rencontreront dans le délai d'un mois en vue de leur résolution. À défaut d'accord dans le même délai d'un mois, les parties concernées pourront saisir la juridiction compétente.

Article 13 | Modalités de conclusion, formalités de dépôt, révision et dénonciation

Le présent accord d'adhésion doit, après sélection par les parties des choix qu'ils retiennent parmi les options qui leur sont laissées par le présent accord-type, être conclu avant le 1^{er} jour de la 2^e moitié de la période de calcul suivant la date de sa prise d'effet (soit avant le 1^{er} jour du 7^e mois de la 1^{re} période annuelle).

Après sa conclusion, il sera déposé, ainsi que les pièces accompagnant le dépôt prévues aux articles D. 2231-6, D. 2231-7 et, le cas échéant, D. 3345-1 à D. 3345-3 du code du travail, avant l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la date limite ci-dessus, sur la plateforme de téléprocédure du ministère du travail. En cas de choix pour l'option 1 parmi les modes de conclusion proposés en page 1 (c'est-à-dire d'adoption sous la forme d'un accord d'entreprise de droit commun), un exemplaire est remis au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

Une copie du présent accord d'adhésion sera transmise à la CPPNI de branche, soit à l'adresse postale : FFQ – CPPNI, La Cité des Entreprises, 60, avenue Jean-Mermoz, 69373 Lyon Cedex 08, soit à l'adresse électronique : secretariat@ffq-france.org.

Il ne peut être modifié ou dénoncé que par l'ensemble des signataires, dans la même forme que sa conclusion. Toutefois, lorsque la modification ou la dénonciation dans la même forme que sa conclusion est rendue impossible par la disparition d'un ou plusieurs signataires d'origine, l'accord peut être dénoncé ou peut faire l'objet d'un avenant selon l'une des modalités prévues au I de l'article L. 3312-5 du code du travail.

Tout avenant modifiant l'adhésion en vigueur au dispositif d'intéressement de branche devra être déposé selon les mêmes formalités et délais que l'accord initial d'adhésion.

Pour être applicable à l'exercice en cours, la dénonciation doit être déposée avant l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du 1^{er} jour de la 2^e moitié de l'exercice en cours.

Fait à.....

Le.....

Suivent les signatures :

Annexe 2 Document unilatéral-type d'adhésion de l'employeur à l'accord d'intéressement de branche (entreprise de moins de 50 salariés)

L'entreprise..... représentée par....., en qualité de.....,
Décide, en application de l'article 3 de l'accord de branche du 9 novembre 2023, d'adhérer à l'accord d'intéressement proposé par la branche, dans les conditions prévues par le présent document.

Préambule

Le présent accord d'intéressement a pour but d'associer collectivement les salariés aux résultats de l'entreprise.

Il précise :

- la période pour laquelle il est adopté ;
- les bénéficiaires de l'intéressement ;
- les modalités de calcul de l'enveloppe d'intéressement ;
- les critères de répartition de cette enveloppe entre les bénéficiaires ;
- les conditions de versement ;
- les modalités d'information des bénéficiaires ;
- les modalités de suivi de l'exécution de l'accord d'intéressement ;
- les procédures de règlement des différends liés à l'application de la décision unilatérale d'adhésion ou sa révision.

Les modalités de calcul choisies à l'article 5 ont été retenues en raison :

.....
.....
.....
.....^[1]

Les modalités de répartition choisies à l'article 7 ont été retenues en raison :

.....
.....
.....
.....^[2]

De par sa nature aléatoire, l'intéressement est variable dans son montant mais aussi dans son principe.

Ainsi, si les conditions requises par le présent accord d'intéressement ne sont pas satisfaites, l'intéressement peut être nul.

[1] Préciser les raisons ayant conduit à choisir l'option retenue à l'article 5.

[2] Préciser les raisons ayant conduit à choisir l'option retenue à l'article 7.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord d'intéressement s'applique au sein de l'entreprise.....^[1]

L'employeur atteste que l'entreprise satisfait aux obligations lui incombant en matière de représentation du personnel.

Article 2 | Période d'application

Option 1 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 1 an correspondant à 1 exercice comptable de l'entreprise, soit du..... au.....

Option 2 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 2 ans correspondant à 2 exercices comptables de l'entreprise, soit du..... au.....

Option 3 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 3 ans correspondant à 3 exercices comptables de l'entreprise, soit du..... au.....

Option 4 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 4 ans correspondant à 4 exercices comptables de l'entreprise, soit du..... au.....

Option 5 : ☐ L'entreprise adhère au présent accord d'intéressement pour une durée de 5 ans correspondant à 5 exercices comptables de l'entreprise, soit du..... au.....

L'adhésion au présent accord d'intéressement n'est pas susceptible de tacite reconduction.

À sa date d'expiration, une nouvelle adhésion est possible, par la conclusion d'un nouvel accord d'entreprise d'adhésion ou, si l'effectif de l'entreprise est inférieur à 50 salariés, au moyen d'un document unilatéral d'adhésion de l'employeur, dans le respect des délais et formalités applicables.

Article 3 | Bénéficiaires

Sont bénéficiaires de l'intéressement tous les salariés de l'entreprise disposant d'une ancienneté minimale de.....^[2], quelle que soit la forme de leur contrat de travail.

Pour la détermination de l'ancienneté requise, sont pris en compte tous les contrats de travail exécutés au cours de la période de calcul et des 12 mois qui la précèdent. La notion d'ancienneté correspond à la durée totale d'appartenance juridique à l'entreprise, sans que les périodes de suspension du contrat de travail, ou du mandat social, pour quelque motif que ce soit, puissent être déduites. Elle s'apprécie à la date de clôture de l'exercice concerné ou à la date de départ en cas de rupture de contrat en cours d'exercice.

Option 1 : ☐ Le bénéfice de l'intéressement est également ouvert, aux mêmes conditions, aux personnes visées à l'article L. 3312-3 du code du travail^[3].

[1] Indiquer la dénomination sociale de l'entreprise.

[2] Préciser. Maximum 3 mois.

[3] Option uniquement ouverte dans les entreprises employant au moins 1 salarié et moins de 250 salariés. Sont visés :

- les chefs d'entreprises ;
- les présidents, directeurs généraux, gérants ou membres du directoire pour les personnes morales ;
- le conjoint ou le partenaire lié par un Pacs du chef d'entreprise s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé.

NB : un accord d'intéressement ne peut être conclu dans une entreprise dont l'effectif est limité à 1 salarié si celui-ci a également la qualité de président, directeur général, gérant ou membre du directoire.

Option 2 : ☐ Le bénéfice de l'intéressement n'est pas ouvert aux personnes visées à l'article L. 3312-3 du code du travail.

Article 4 | Régime de l'intéressement

Les sommes attribuées aux salariés en application du présent accord d'intéressement n'ont pas le caractère de rémunération au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et ne peuvent se substituer à aucun des éléments de rémunération, en vigueur dans l'entreprise ou qui deviennent obligatoires en vertu de dispositions légales ou de clauses contractuelles, dans les conditions prévues à l'article L. 3312-4 du code du travail.

Les sommes réparties au titre de l'intéressement sont exonérées de cotisations de sécurité sociale^[1].

En revanche, elles sont soumises à la contribution sociale généralisée (CSG) et à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Elles sont assujetties au forfait social, sauf pour les entreprises qui emploient moins de 250 salariés.

Elles sont soumises à l'impôt sur le revenu (IR), hormis en cas d'affectation à un plan d'épargne s'il en existe un dans l'entreprise. Dans ce dernier cas, elles sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite d'un montant égal aux 3/4 du plafond annuel de la sécurité sociale.

Option 1 : ☐ Il n'existe pas de plan d'épargne dans l'entreprise.

Option 2 : ☐ Il existe un plan d'épargne dans l'entreprise :^[2].

En tout état de cause, les régimes fiscal et social des sommes issues de l'intéressement seront ceux applicables au jour de leur versement.

Article 5 | Formule de calcul de l'enveloppe globale d'intéressement

L'enveloppe d'intéressement à répartir entre les bénéficiaires est calculée selon la formule suivante :

Option 1 : ☐ Seuil de déclenchement : l'intéressement au titre d'un exercice n'est calculé que si REX de l'exercice est positif et en augmentation d'au moins 3 % par rapport à REX de l'exercice précédent.

Calcul de l'enveloppe :

Augmentation du REX par rapport à l'exercice précédent	Enveloppe
< 3 %	I = 0
≥ 3 % et < 5 %	I = 2,5 %
≥ 5 % et < 6 %	I = 4,5 % REX
≥ 6 et < 7 %	I = 5 % REX
≥ 7 et < 8 %	I = 5,5 % REX
≥ 8 et < 9 %	I = 6 % REX
≥ 9 et < 9,5 %	I = 6,5 % REX

[1] Les exonérations prévues aux articles L. 3312-4 et L. 3315-1 à L. 3315-3 du code du travail sont réputées acquises dès le dépôt et pour la durée d'application du document unilatéral d'adhésion à l'accord de branche agréé, dès lors que cette adhésion a été conclue ou signée dans les délais rappelés à l'article 13.

[2] Préciser la nature du plan d'épargne.

Augmentation du REX par rapport à l'exercice précédent	Enveloppe
$\geq 9,5$ et < 10 %	$I = 7$ % REX
≥ 10 %	$I = 8$ % REX

Option 2 : ☐ Seuil de déclenchement : l'intéressement au titre d'un exercice n'est calculé que si $RCAI - DP$ de l'exercice est positif et en augmentation d'au moins 5 % par rapport à $RCAI - DP$ de l'exercice précédent.

Calcul de l'enveloppe :

Augmentation du $RCAI - DP$ par rapport à l'exercice précédent	Enveloppe
< 5 %	$I = 0$
≥ 5 %	$I = 5$ % $\times (RCAI - DP)$

Option 3 : ☐ Seuil de déclenchement : l'intéressement au titre d'un exercice n'est calculé que si RN est positif et ≥ 2 % $\times CA$.

Calcul de l'enveloppe :

RN	Enveloppe
< 2 % $\times CA$	$I = 0$
≥ 2 % $\times CA$	$I = 10$ % $\times (RN - 2$ % $\times CA)$

Option 4 : ☐ Seuil de déclenchement : l'intéressement au titre d'un exercice n'est calculé que si REX est positif et ≥ 3 % $\times CA$.

Calcul de l'enveloppe :

REX	Enveloppe
< 3 % $\times CA$	$I = 0$
≥ 3 % $\times CA$	$I = 15$ % $\times (REX - 3$ % $\times CA)$

Pour le calcul de la formule choisie ci-dessus :

I représente l'enveloppe globale d'intéressement ;

CA représente le chiffre d'affaires net de l'exercice (ligne FL de la liasse fiscale) ;

REX représente le résultat d'exploitation de l'exercice (ligne GG de la liasse fiscale) ;

$RCAI$ représente le résultat courant avant impôts de l'exercice (ligne GW de la liasse fiscale) ;

DP représente les dividendes perçus (intégrés à la ligne GJ de la liasse fiscale : obtenir le détail) ;

$RCAI - DP$ représente le $RCAI$ visé ci-dessus diminué le cas échéant du montant des DP visés ci-dessus ;

RN représente le résultat net de l'exercice (ligne HN de la liasse fiscale).

Il est entendu que les données comptables issues de la liasse fiscale visées ci-dessus s'entendent après imputation de l'intéressement. Ainsi, l'entreprise devra en tenir compte dans la détermination de l'enveloppe globale d'intéressement.

L'enveloppe globale déterminée selon les modalités ainsi prévues est plafonnée conformément aux dispositions de l'article 6 et répartie entre les bénéficiaires conformément aux dispositions de l'article 7.

Article 6 | Plafonnement collectif et individuel de l'intéressement

Le montant global de l'intéressement, tel qu'il résulte de la formule visée à l'article 5, est plafonné à hauteur de 20 % du total des salaires bruts (incluant, en cas de choix pour l'option 1 à l'article 3, la rémunération annuelle ou le revenu professionnel des bénéficiaires mentionnés à l'article L. 3312-3 du code du travail imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente) versés à l'ensemble des salariés de l'entreprise au cours de l'exercice au titre duquel l'intéressement est accordé.

Par conséquent, si l'application de la formule d'intéressement aboutit à ce que le montant global de l'enveloppe soit supérieur au plafond de 20 %, ce montant sera automatiquement ramené au niveau de ce plafond.

Le montant des primes d'intéressement distribuées à un même bénéficiaire ne peut, au titre d'un même exercice, excéder une somme égale aux 3/4 du montant du plafond annuel de la sécurité sociale. Pour les salariés n'ayant pas accompli une année entière dans l'entreprise, le plafond individuel est calculé au prorata du temps de présence dans les effectifs.

Article 7 | Répartition de l'intéressement

Le montant global de l'intéressement est réparti entre les bénéficiaires :

- soit à 100 % selon l'une des trois modalités suivantes^[1] ;
- soit en combinant deux des trois modalités suivantes^[2] ;
- soit en combinant les trois modalités suivantes^[3].

Modalité 1 : % du montant global de l'intéressement est réparti de manière uniforme entre les bénéficiaires.

Modalité 2 : % du montant global de l'intéressement est réparti proportionnellement aux salaires bruts perçus par les bénéficiaires. Les salaires bruts perçus s'entendent de la totalité des salaires (salaire de base et l'ensemble des compléments, accessoires ou majorations du salaire) soumis à cotisations de sécurité sociale en application des dispositions de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et perçus par les bénéficiaires au cours de l'exercice considéré. Pour certaines périodes d'absence, le salaire à prendre en compte est celui qu'aurait perçu le bénéficiaire s'il n'avait pas été absent. Il s'agit des périodes de :

- congés de maternité et d'adoption ;
- congé de paternité et d'accueil de l'enfant prévu à l'article L. 1225-35 du code du travail ;
- congé de deuil prévu à l'article L. 3142-1-1 du code du travail ;
- suspensions consécutives à un accident du travail ou une maladie professionnelle ;
- placement en activité partielle ;
- mise en quarantaine au sens du 3° du I de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique.

[1] Affecter 100 % à l'une des modalités proposées et 0 % aux deux autres. Le total des trois pourcentages prévus à cet article doit être égal à 100 %.

[2] Indiquer en regard de deux des trois modalités proposées le pourcentage de l'enveloppe globale d'intéressement qui sera répartie selon cette modalité. Affecter 0 % à la troisième. Le total des trois pourcentages prévus à cet article doit être égal à 100 %.

[3] Indiquer en regard de chacune des trois modalités proposées le pourcentage de l'enveloppe globale d'intéressement qui sera répartie selon chaque modalité. Le total des trois pourcentages prévus à cet article doit être égal à 100 %.

En cas de choix pour l'option 1 à l'article 3, pour les personnes mentionnées à l'article L. 3312-3 du code du travail, est pris en compte la rémunération annuelle ou le revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, dans la limite d'un plafond égal au salaire le plus élevé versé dans l'entreprise.

Modalité 3 : % du montant global de l'intéressement est réparti proportionnellement à la durée de présence effective des bénéficiaires au cours de l'exercice considéré. Sont considérées comme des périodes de présence effective, les périodes :

- de congés de maternité et d'adoption ;
- de congé de paternité et d'accueil de l'enfant prévu à l'article L. 1225-35 du code du travail ;
- de congé de deuil prévu à l'article L. 3142-1-1 du code du travail ;
- de suspension consécutive à un accident du travail ou une maladie professionnelle ;
- de placement en activité partielle ;
- de mise en quarantaine au sens du 3° du I de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique ;
- assimilées par le code du travail à du temps de travail effectif et rémunérées comme tel.

Article 8 | Versement de l'intéressement

En cas de choix pour l'option 1 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il n'existe pas de plan d'épargne dans l'entreprise), les primes d'intéressement seront versées aux bénéficiaires directement et en totalité.

En cas de choix pour l'option 2 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il existe un plan d'épargne dans l'entreprise), le bénéficiaire pourra opter :

- pour un versement immédiat de tout ou partie de sa prime d'intéressement ;
- pour une affectation de tout ou partie de sa prime d'intéressement sur le plan d'épargne, conformément au règlement du plan.

À défaut d'option du salarié dans le délai prévu à l'article 9, la prime d'intéressement sera affectée sur le plan d'épargne, sur le placement prévu par défaut dans le règlement du plan.

Les sommes affectées au plan d'épargne ne sont négociables ou exigibles qu'à l'expiration du délai d'indisponibilité prévu dans le règlement du plan.

Dans tous les cas : les primes d'intéressement doivent être versées ou affectées au plus tard le dernier jour du 5^e mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel l'intéressement est dû. Passé ce délai, le versement est complété par un intérêt de retard égal à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées^[1].

Article 9 | Information des bénéficiaires sur les sommes attribuées et les modalités de leur perception

Préalablement à chaque distribution de l'intéressement, chacun des bénéficiaires est individuellement informé par courrier recommandé avec avis de réception ou remis en main propre ou, avec son accord, par courrier électronique :

- des sommes qui sont attribuées au titre de l'intéressement.

Et, en cas de choix pour l'option 2 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il existe un plan d'épargne dans l'entreprise) :

- du montant dont il peut demander le versement ;
- du délai dans lequel il peut formuler sa demande ;

[1] <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2018/07/27/taux-moyen-de-rendement-des-obligations-des-societes-privées-tmo>.

- de l'affectation de ces sommes au plan d'épargne en cas d'absence de demande de sa part, et du fait qu'elles ne seront négociables ou exigibles qu'à l'expiration du délai d'indisponibilité prévu dans le règlement du plan.

Le cas échéant, le bénéficiaire formule sa demande dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle il a été informé du montant qui lui est attribué. Le bénéficiaire est présumé avoir été informé après un délai de 7 jours calendaires suivant l'envoi de cette information.

La réponse du bénéficiaire est adressée :

Option 1 : ☐ Par courrier recommandé avec avis de réception ou remis en main propre.

Option 2 : ☐ Par courrier électronique à l'adresse.....

Article 10 | Autres modalités d'information des salariés

Les salariés seront informés des modalités générales de l'accord d'intéressement par une note d'information reproduisant les options choisies dans le cadre du présent document unilatéral d'adhésion. Cette note mentionne notamment les dispositions prévues à l'article D. 3313-11 du code du travail. Elle est remise au salarié bénéficiaire.

L'entreprise remettra au salarié, lors de la conclusion du contrat de travail, un livret d'épargne salariale présentant les dispositifs mis en place au sein de l'entreprise. Ce livret devra également être porté à la connaissance des représentants du personnel (s'ils existent), le cas échéant en tant qu'élément de la base de données économiques, sociales et environnementales.

À chaque versement de l'intéressement, chaque bénéficiaire recevra une fiche distincte du bulletin de paie qui comporte, en annexe, une note rappelant les règles essentielles de calcul et de répartition prévues par l'accord d'intéressement et qui précise :

- le montant global de l'intéressement ;
- le montant moyen perçu par les bénéficiaires ;
- le montant des droits attribués à l'intéressé ;
- la retenue opérée au titre de la CSG et de la CRDS ;

Et, en cas de choix pour l'option 2 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il existe un plan d'épargne dans l'entreprise) :

- lorsque l'intéressement est investi sur un plan d'épargne, le délai à partir duquel les droits sont négociables ou exigibles et les cas de déblocage anticipé ;
- les modalités d'affectation par défaut au plan d'épargne.

La remise de cette fiche distincte peut être effectuée par voie électronique, dans des conditions de nature à garantir l'intégrité des données, sauf opposition du salarié concerné.

Un état récapitulatif qui s'insère dans le livret d'épargne salariale est remis à chaque bénéficiaire quittant l'entreprise. Cet état récapitulatif présente l'ensemble des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées au sein de l'entreprise et leur date de disponibilité, ainsi que l'ensemble des mentions prévues à l'article R. 3341-6 du code du travail.

Il sera demandé à tout salarié susceptible de bénéficier de l'intéressement quittant l'entreprise avant que celle-ci ait été en mesure de calculer les droits dont il pourrait être éventuellement titulaire d'informer l'entreprise de :

- l'adresse à laquelle il pourra être informé de ses droits ;
- tout éventuel changement d'adresse ultérieur.

Lorsque le bénéficiaire ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui :

- en cas de choix pour l'option 1 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il n'existe pas de plan d'épargne dans l'entreprise), les sommes auxquelles il peut prétendre sont tenues à sa disposition par l'entreprise pendant une durée d'un an à compter de la date limite de versement de

l'intéressement visée à l'article 8. Passé ce délai, ces sommes sont remises à la Caisse des dépôts et consignations où l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme du délai de prescription fixé conformément aux dispositions de l'article D. 3313-11 du code du travail ;

- en cas de choix pour l'option 2 à l'article 4 (c'est-à-dire s'il existe un plan d'épargne dans l'entreprise), les sommes auxquelles il peut prétendre sont affectées par défaut au plan dans les conditions visées à l'article 8 du présent accord. Ces sommes pourront être réclamées par l'intéressé jusqu'au terme de la prescription fixée par la législation en vigueur.

Article 11 | Suivi de l'application de l'accord d'intéressement

Le comité social et économique s'il existe ou, à défaut, une « commission intéressement » composée de deux représentants des salariés, volontaires ou, à défaut, désignés par l'employeur, sera informé chaque année des simulations effectuées sur les modalités de calcul et les critères de répartition de l'intéressement pour l'année complète. Il se verra remettre tous les documents utiles à sa compréhension et pourra, le cas échéant, solliciter toute précision ou tout élément d'information qui lui semblerait nécessaire.

Article 12 | Différends

Les différends qui pourraient surgir dans l'application du présent accord d'intéressement ou de ses avenants seront portés à la connaissance du comité social et économique, s'il existe, ou, à défaut, de la « commission intéressement » visée à l'article 11. La direction et le comité ou la commission se rencontreront dans le délai d'un mois en vue de leur résolution. À défaut d'accord dans le même délai d'un mois, les parties concernées pourront saisir la juridiction compétente.

Article 13 | Modalités d'adoption, formalités de dépôt, révision et dénonciation

Option 1 : ☐^[1] L'adoption du présent document unilatéral d'adhésion a été précédée de l'information du comité social et économique en date du....., ainsi que des salariés en date du.....

Option 2 : ☐^[2] L'adoption du présent document unilatéral d'adhésion a été précédée de l'information des salariés en date du.....

Le présent document unilatéral d'adhésion doit, après sélection par l'employeur des choix qu'il retient parmi les options qui lui sont laissées par le présent document-type, être signé avant le 1^{er} jour de la 2^e moitié de la période de calcul suivant la date de sa prise d'effet (soit avant le 1^{er} jour du 7^e mois de la 1^{re} période annuelle).

Après sa signature, il sera déposé, ainsi que les pièces accompagnant le dépôt prévues aux articles D. 2231-6 et D. 2231-7 du code du travail, avant l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de la date limite ci-dessus, sur la plateforme de téléprocédure du ministère du travail.

Une copie du présent document unilatéral d'adhésion sera transmise à la CPPNI de branche, soit à l'adresse postale : FFQ – CPPNI, La Cité des Entreprises, 60, avenue Jean-Mermoz, 69373 Lyon Cedex 08, soit à l'adresse électronique : secretariat@ffq-france.org.

Tout document unilatéral modifiant l'adhésion en vigueur au dispositif d'intéressement de branche doit être adopté et déposé selon les mêmes formalités et délais que le document unilatéral initial d'adhésion.

[1] S'il existe un comité social et économique dans l'entreprise.

[2] S'il n'existe pas de comité social et économique dans l'entreprise.

Pour être applicable à l'exercice en cours, la dénonciation du présent document unilatéral d'adhésion devra être déposée avant l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du 1^{er} jour de la 2^e moitié de l'exercice en cours.

Fait à.....

Le.....

Suit la signature du chef d'entreprise ou de son représentant :